Conto corrente con la posta | Anno 89° — Numero 61

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | Roma - Venerdì, 12 marzo 1948 | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

DECRETO LEGISLATIVO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 29 dicembre 1947, n. 1752.

Approvazione degli Accordi di carattere economico conclusi a Berna tra l'Italia e la Svizzera il 15 ottobre 1947.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il tesoro, per le finanze, per il commercio con l'estero, per l'industria e commercio e per l'agricoltura e foreste;

HA SANZIONATO E PROMULGA:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Berna, fra l'Italia e la Svizzera, il 15 ottobre 1947:

a) Accordo commerciale e relativi annessi;

b) Protocollo di firma;

c) Scambio di Note relative all'Accordo commerciale;

d) Protocollo per l'istituzione di una Commissione governativa;

e) Protocollo concernente il regolamento di alcuni pagamenti.

Art. 2.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle variazioni di bilancio occorrenti per l'esecuzione degli Accordi.

Art. 3.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° novembre 1947.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 29 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — PELLA — MERZAGORA — TREMELLONI — SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 marzo 1948

Atti del Governo, registro n. 18, *foglio n.* 19. — FRASCA

Accord commercial entre l'Italie et la Suisse

Le Gouvernement italien et le Gouvernement suisse, dans le but de régler et de développer dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

L'Italie et la Suisse s'accorderont, suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays, un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation.

Art. 2.

Les échanges commerciaux entre l'Italie et la Suisse seront effectués provisoirement sur la base des affaires de réciprocité soumises à l'autorisation préalable des autorités compétentes des deux Pays.

Les affaires de réciprocité seront autorisées en tenant compte de l'importance économique des produits à échanger.

Les autorités compétentes des deux Pays pourront, d'un commun accord, autoriser des affaires de compensation globale.

Art. 3.

Les opérations d'importation et d'exportation relatives à chaque affaire de réciprocité devront normalement être exécutées dans un délai non supérieur à trois mois à partir de la date de l'octroi de l'autorisation, à moins que, compte tenu de la nature particulière des échanges, les autorités compétentes des deux Pays n'admettent un délai supérieur.

Art. 4.

Les autorités compétentes des deux Pays suivront de part et d'autre les affaires de réciprocité non seulement en ce qui concerne leur règlement à travers les instituts désignés dans l'article 5, mais aussi en ce qui concerne l'exécution de chaque opération autorisée.

Art. 5.

Le règlement des affaires de réciprocité sera effectué sur la base des dispositions prévues à l'Annexe 1 du présent Accord et selon les ententes qui auront lieu entre l'Ufficio Italiano dei Cambi et l'Office Suisse de Compensation.

Art. 6.

Les Gouvernements des deux Pays sont d'accord en principe de ne pas admettre la réexportation des marchandises originaires et en provenance de l'autre Pays sauf dérogations à établir entre les autorités compétentes des deux pays.

Art. 7.

Les opérations de compensation privée qui à la date de la mise en vigueur du présent Accord ont déjà été approuvées par les autorités compétentes des deux Pays seront effectuées conformément aux conditions prévues dans les autorisations respectives.

Art. 8.

Afin de développer dans la mesure du possible les échanges intéressant les deux Pays, le Gouvernement suisse autorisera le paiement en devises libres de certaines marchandises italiennes, notamment de celles mentionnées dans l'Annexe 2 du présent Accord.

Le paiement de ces marchandises sera effectué selon les dispositions du Protocole concernant le règlement de certains paiements entre l'Italie et la Suisse signé en date de ce jour.

Art. 9.

En ligne générale, les deux Gouvernements considèrent favorablement la conclusion d'ententes spéciales entre les Groupements d'importateurs et d'exportateurs intéressés des deux Pays en vue d'établir les prix et les conditions de la livraison des produits.

Partant, sous réserve des intérêts généraux de chaque Pays, les autorités compétentes italiennes et suisses faciliteront dans la mesure du possible l'application pratique des ententes susdites.

Art. 10.

Le présent Accord étendra ses effets à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

Art. 11.

Le présent Accord, qui sera valable pour la période d'une année, sera ratifié aussitôt que possible en tant que ce soit nécessaire; toutefois les deux Gouvernements conviennent de le mettre en vigueur à titre provisoire à partir du 1er novembre 1947

A son échéance, il sera renouvelé par tacite reconduction pour une autre année, s'il n'a pas été dénoncé avec un préavis de trois mois.

Fait à Berne, en double exemplaire, le quinze octobre mil neuf cent quarante-sept.

Pour l'Italie — U. GRAZZI

Pour la Suisse — HOTZ

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ANNEXE 1.

Dispositions relatives au règlement des affaires de réciprocité

1. — Les demandes d'autorisation d'affaires de réciprocité devront être présentées par les parties contractantes italiennes et suisses aux administrations compétentes du pays respectif.

2. — Lorsque l'administration suisse compétente aura donné son consentement à une affaire de réciprocité, elle en avisera l'Ufficio italiano dei cambi à Rome, moyennant l'envoi d'une copie de son autorisation. Si l'administration compétente italienne approuve la proposition suisse, elle en avisera la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique à Berne, par l'entremise de l'Ufficio italiano dei cambi, moyennant l'envoi d'une copie de son autorisation.

3. — Lorsque l'administration italienne compétente aura donné son consentement à une affaire de réciprocité, elle en avisera par l'entremise de l'Ufficio italiano dei cambi la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique à Berne moyennant l'envoi d'une copie de son autorisation. Si la Division du commerce approuve la proposition italienne, elle en avisera l'Ufficio italiano dei cambi à Rome, moyennant l'envoi d'une copie de son autorisation.

4. — Les autorisations contiendront les indications suivantes:
— numéro d'ordre;
— quantité, désignation et prix des marchandises à fournir par chaque pays;
— noms des partenaires suisses et italiens;
— délais de livraison prévus;
— durée de validité de l'autorisation.

5. — Au cas où une affaire de réciprocité approuvée par l'autorité compétente de l'un des deux pays n'est pas admise par celle de l'autre pays, cette dernière donnera connaissance de son refus à celle du premier pays.

6. — Le règlement des paiements afférents aux affaires de réciprocité autorisées de part et d'autre sera effectué de la façon suivante:

a) La Banque nationale suisse ouvrira un compte « Compensations Italie » au nom de l'Ufficio italiano dei cambi. Le débiteur suisse versera à ce compte la contre-valeur de la marchandise italienne. La Banque nationale suisse communiquera à l'Ufficio italiano dei cambi les montants reçus, moyennant l'envoi d'avis de versement. Ces avis de versement tiendront lieu d'ordres de paiement. L'Ufficio italiano dei cambi exécutera des ordres de paiement dans la mesure des montants reçus du débiteur italien participant à l'affaire de réciprocité en question.

b) Le débiteur italien versera à l'Ufficio italiano dei cambi la contrevaleur en lires de la somme due à son créancier au change convenu entre les parties intéressées. Sitôt le paiement reçu, l'Ufficio italiano dei cambi en donnera communication à la Banque nationale suisse, moyennant l'envoi d'avis de versement libellés en francs suisses. Ces avis tiendront lieu d'ordres de paiement pour la Banque nationale suisse. Cet institut exécutera ces ordres de paiement par le débit du compte « Compensations Italie » ouvert auprès de lui au nom de l'Ufficio italiano dei cambi et dans la mesure des paiements reçus, du débiteur suisse participant à l'affaire de réciprocité en question.

7. — Dans les affaires de réciprocité on tiendra compte des frais accessoires afférents aux opérations (tels que frais de transport, commissions dues à des représentants ou intermédiaires, frais bancaires ou similaires).

8. — Si les livraisons réciproques prévues pour une affaire de réciprocité n'étaient pas effectuées entièrement, les administrations compétentes des deux pays s'entendraient pour assurer un règlement équitable de l'opération à la partie qui a exécuté — même partiellement — ses obligations, sans en recevoir la contrepartie. Notamment elles accorderont toute facilité pour l'exécution d'une nouvelle affaire, au moyen des montants restés inutilisés.

ANNEXE 2.

Marchandises italiennes à importer en Suisse avec paiement en devises libres

Soie grège et moulinée
Déchets de soie grège (« strazza » et « strusa »)
Chanvre brut, peigné et etoupe de chanvre
Fils de rayonne
Fils de chanvre

Fils de coton
Fils de laine
Fils élastiques
Articles de suspension élastiques (« Metallgummi »)
Frais de transformation et de perfectionnement de textiles
Fromages: « Gorgonzola », « Pecorino », « Parmigiano », « Provolone », « Caciocavallo »
Charcuterie (selon les possibilités de livraison italiennes)
Placages en bois
Acétate de vinyle et acétate de polyvinyle
Oxyde de titane
Huile essentielle de bergamotte
Brome et sels de brome
Iode et sels d'iode
Baryte (sulfate de barium)
Huile d'amandes
Racines de réglisse
Moteurs électriques jusqu'à 10 CV
Roulements à billes
Automobiles de tourisme et leurs pièces détachées (1)
Pyrites
Pneumatiques pour automobiles, motocyclettes et bicyclettes
Ecorce à tan (leccio pedagnolo)
Extrait de sumac liquide
Paille (2)
Carreaux et dalles pour pavements et parois
Tuiles et briques pour constructions
Ciment (selon les possibilités de livraison italiennes)
Bentonite
Soufre brut et raffiné
Flourine et feldspath
Isolateurs en porcelaine
Graphite
Câbles électriques
Tabac brut (Kentucky D.) (à échanger le 50 % en devises libres et le 50 % en compensation avec des cigarettes suisses).

---

(1) En ce qui concerne les automobiles de tourisme et leurs pièces détachées on se réserve un paiement partiel en devises à convenir cas par cas.

(2) Dans la limite de 100.000 q. en plus des 100.000 q. compensés avec du bétail d'élevage.

Protocole de signature

Au moment de procéder à la signature, en date de ce jour, de l'Accord commercial entre l'Italie et la Suisse, les représentants des deux Gouvernements sont tombés d'accord sur ce qui suit:

I.

En règle générale les affaires de réciprocité seront admises pour les marchandises originaires et en provenance des deux Pays. Toutefois, en considération des possibilités actuelles de production des deux Pays et dans le but de ne pas empêcher le développement des relations économiques réciproques, les deux Gouvernements pourront d'un commun accord admettre aussi des affaires de réciprocité visant des marchandises qui en tout ou en partie ne sont pas originaires des deux Pays.

II.

Les deux Gouvernements prennent acte du fait que, afin d'éliminer certains inconvénients découlant de l'exportation de fruits et légumes frais italiens vers la Suisse, une Convention a été conclue entre les organisations professionnelles des deux Pays en date du 29 mai 1947, les conditions de vente et les expertises.

Il est entendu que le versement du montant de la contre-valeur des exportations des produits en question sera effectué par les importateurs suisses à titre provisoire et que les bonifications découlant des pertes, avaries, etc. à apporter au montant susdit devront être déterminées en conformité des dispositions de la convention susmentionnée.

III.

Considérant que les questions de caractère douanier concernant l'exportation en Suisse des produits provenant des biens-fonds situés dans la zone frontière italienne et appartenant à des personnes domiciliées dans la zone frontière suisse et exploités par ces personnes, ont été résolues par le Protocole signé à Rome le 15 avril 1947, les deux Gouvernements sont d'accord de résoudre aussi de la manière suivante le problème relatif au paiement des dépenses découlant de l'exploitation desdits biens-fonds:

1) Le Gouvernement italien s'engage à délivrer les licences d'exportation pour les produits provenant de la zone susdite à condition que lors de l'exportation l'origine des produits dont il s'agit soit certifiée par la douane italienne et que les prix moyens relatifs correspondent à ceux du marché local selon une attestation de la mairie compétente.

2) Le Gouvernement suisse s'engage à admettre le règlement de la contrevaleur correspondant au 25 % du montant de l'exportation des produits susdits, en compensation avec du bétail d'élevage ou avec d'autres produits suisses à convenir entre les autorités compétentes des deux pays.

Fait à Berne, en double exemplaire, le quinze octobre mil neuf cent quarante-sept.

Pour l'Italie — U. GRAZZI

Pour la Suisse — HOTZ

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Berne, le 15 octobre 1947

Monsieur le Président,

Me référant à l'art. 2 de l'Accord commercial signé en date de ce jour et aux conversations que nous avons eues au sujet de l'importation du bétail d'élevage suisse en Italie, j'ai l'honneur de vous confirmer que, dans le but de réaliser dans le plus bref délai possible la dite importation, nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit:

Le Gouvernement italien autorisera l'importation et le Gouvernement suisse autorisera l'exportation de 10.000 têtes de bétail bovin suisse conformément à la convention concernant la livraison de bétail suisse en Italie pendant la saison 1947/48, stipulée entre le

Ministère italien de l'Agriculture et la Division de l'Agriculture du Département fédéral de l'Economie publique, en date du 24 juillet 1947.

Le Gouvernement italien admettra notamment les produits énumérés ci-après en compensation du bétail suisse à livrer :

— Fruits frais et secs
— Légumes frais
— Pulpe de fruits
— Conserves de tomates
— Légumes conservés
— Vins, vermouths et liqueurs
— Graines de luzerne (dans la limite de 2.500 q.)
— Semences de légumes
— Paille (dans la limite de 100.000 q.)

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître votre accord sur ce qui précède.

La présente note et votre réponse font partie intégrante de l'Accord commercial signé en date de ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

U. GRAZZI

Monsieur Jean HOTZ
Ministre plénipotentiaire
Président de la Délégation suisse — BERNE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Berne, le 15 octobre 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Me référant à l'art. 2 de l'Accord commercial signé en date de ce jour et aux conversations que nous avons eues au sujet de l'importation du bétail d'élevage suisse en Italie, j'ai l'honneur de vous confirmer que, dans le but de réaliser dans le plus bref délai possible la dite importation, nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit:

Le Gouvernement italien autorisera l'importation et le Gouvernement suisse autorisera l'exportation de 10.000 têtes de bétail bovin suisse conformément à la convention concernant la livraison de bétail suisse en Italie pendant la saison 1947/48, stipulée entre le Ministère italien de l'Agriculture et la Division de l'Agriculture du Département fédéral de l'Economie publique, en date du 24 juillet 1947

Le Gouvernement italien admettra notamment les produits énumérés ci-après en compensation du bétail suisse à livrer :

— Fruits frais et secs
— Légumes frais
— Pulpe de fruits
— Conserves de tomates
— Légumes conservés
— Vins, vermouths et liqueurs
— Graines de luzerne (dans la limite de 2.500 q.)
— Semences de légumes
— Paille (dans la limite de 100.000 q.)

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître votre accord sur ce qui précède.

La présente note et votre réponse font partie intégrante de l'Accord commercial signé en date de ce jour ».

Je vous confirme mon accord sur ce qui précède et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

HOTZ

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre plenipotentiaire,
Président de la Délégation italienne — BERNE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Protocole concernant l'institution d'une Commission gouvernementale mixte

Au cours des négociations qui ont eu lieu à Berne et qui ont abouti aux Accords signés en date de ce jour, la Délégation italienne et la Délégation suisse ont reconnu l'opportunité d'aviser aux moyens les meilleurs pour favoriser la reprise et le développement des relations économiques entre les deux pays.

A cette fin elles sont convenues de ce qui suit:

1 Dans le délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur des Accords, signés en date de ce jour, on procédera à la constitution d'une Commission mixte permanente.

Chacun des deux Gouvernements désignera une Délégation gouvernamentale en donnant communication à l'autre de sa composition. Les Présidents des deux Délégations auront la faculté de nommer des membres suppléants, d'adjoindre des experts et de constituer des sous-commissions mixtes pour l'examen de questions particulières. Les réunions de la Commission mixte et des sous-commissions auront lieu d'après les nécessités. Les deux Présidents se mettront d'accord en ce qui concerne la date, les lieux des séances et l'ordre du jour des travaux.

2. La Commission mixte permanente, qui travaillera selon les instructions directes des organes compétents des deux Gouvernements, sera saisie de toute tâche que ceux-ci voudront lui attribuer.

3. En général, elle délibérera sur toutes les mesures tendant à faciliter l'application des Accords en vigueur, et fera toute suggestion utile afin de pouvoir les élargir et les compléter. A cette fin, on soumettra à l'examen de la Commission mixte permanente toute proposition qui serait destinée soit à la reconstruction économique de l'Italie dans le cadre de la reconstruction générale de l'Europe, soit à l'intensification des relations italo-suisses dans les domaines du commerce, du travail, du tourisme, des banques, etc. et qui exigerait la collaboration des deux Gouvernements. La Commission mixte pourra en confier l'étude technique à l'une des sous-commissions qu'elle aura créées, ou à une sous-commission spéciale.

4. Elle procédera en particulier à l'examen de la possibilité de régler toute question restée en suspens et n'ayant pas trouvé sa solution dans le cadre des Accords susdits, ainsi qu'à l'examen des moyens pour y parvenir; à l'étude des oeuvres d'intérêt commun à effectuer soit en Italie, soit en Suisse, suivant les

projets qui pourront lui être soumis, et à la détermination des moyens nécessaires pour les réaliser.

Fait à Berne, en double exemplaire, le quinze octobre 1947.

Pour l'Italie — U. GRAZZI

Pour la Suisse — HOTZ

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Protocole concernant le reglement de certains paiements entre l'Italie et la Suisse

I. — COMPTE DEVISES.

1. Conformément à ce qui est prévu à l'art. 8 de l'Accord commercial entre l'Italie et la Suisse signé en date d'aujourd'hui, la contrevaleur des marchandises et prestations italiennes énumérées dans l'annexe 2 du dit Accord, importées en Suisse ou obtenues par la Suisse à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole, sera payée à la Banque nationale suisse, en francs suisses.

50 % de chaque versement seront mis à la disposition du créancier italien par l'entremise d'une banque italienne agréée. Le créancier italien pourra disposer de ses francs suisses moyennant ordre de paiement de la dite banque soit pour l'achat de marchandises en Suisse ou le paiement de prestations suisses, soit pour l'achat de devises au cours officiel en vigueur en Suisse. Lorsqu'il voudra acheter des marchandises, il ne pourra disposer de ces avoirs qu'à la condition de présenter les pièces justificatives y afférentes (facture proforma, certificat d'origine, copie de la déclaration à l'exportation ou autres documents habituellement prescrits).

50 % seront versés à un « Compte devises » ouvert auprès de la Banque nationale suisse au nom de l'Ufficio italiano dei cambi, qui en versera immédiatement aux créanciers italiens respectifs la contrevaleur en lires italiennes au cours officiel en vigueur le jour où l'ordre de paiement lui parviendra.

2. Les montants en francs suisses versés au « Compte devises » seront utilisés comme suit:

50 % serviront à l'alimentation du compte « Transferts divers » mentionné au chiffre 5 ci-dessous;

50 % seront mis à la libre disposition de l'Ufficio italiano dei cambi soit pour des paiements à opérer en Suisse, soit pour l'achat de devises au cours officiel en vigueur en Suisse.

II. — COMPTE « FRAIS PORTUAIRES ET DE TRANSIT ».

3. Le compte « Frais portuaires et de transit », ouvert au nom de l'Ufficio italiano dei cambi auprès de la Banque nationale suisse par note du 5 juillet 1947 est maintenu.

Seront réglés par la voie de ce compte:

a) les frais en rapport avec le transit de marchandises à travers les ports italiens, y compris les frais des transitaires, les frais de transport jusqu'à la frontière suisse, pour autant qu'ils ne sont pas payés à une administration de chemins de fer suisse, les frais de transbordement et les frais portuaires proprement dits;

b) les soldes des décomptes entre les administrations de chemins de fer suisses et italiens; détaxes;

c) les frais de navigation sur les lacs, fleuves et canaux suisses et italiens.

4. La Banque nationale suisse établira à la fin de chaque mois le solde du compte « Frais portuaires et de transit ». Si le solde est débiteurs pour l'Ufficio italiano dei cambi, il sera reporté à nouveau. S'il est créditeur pour l'Ufficio italiano dei cambi, il sera reporté à nouveau jusqu'à concurrence de 100.000 francs à titre de fonds de roulement.

Du montant restant, 25 % seront affectés au remboursement des accréditifs ouverts auprès de banques suisses par leurs correspondants italiens dans les années 1942 et 1943 en vue de financer des livraisons de marchandises suisses en Italie, ainsi qu'au remboursement des intérêts qui découlent de ces accréditifs. Une fois ce règlement terminé, lesdits 25 % seront utilisés en Suisse conformément aux accords à conclure à ce sujet;

75 % seront mis à la disposition de l'Ufficio italiano dei cambi, soit pour des paiements à opérer en Suisse, soit pour l'achat de devises au cours officiel en vigueur en Suisse.

III. — COMPTE « TRANSFERTS DIVERS ».

5. Auprès de la Banque nationale suisse sera ouvert un compte en francs suisses au nom de l'Ufficio italiano dei cambi dénommé compte « Transferts divers » alimenté par les versements prévus au chiffre 2 ci-dessus et les paiements à effectuer de Suisse en Italie prévus au chiffre 7 ci-après.

6. Les paiements entre les deux pays énumérés au chiffre 7 ci-dessous, doivent être opérés par l'entremise de ce compte. Les paiements d'Italie en Suisse seront transférés conformément au chiffre 8 ci-dessous par l'achat de francs suisses auprès de l'Ufficio italiano dei cambi.

Les versements en Italie seront acceptés dans la limite des disponibilités existantes dans le compte « Transferts divers » auprès de la Banque nationale suisse et conformément à une liste chronologique de priorité dressée par l'Ufficio italiano dei cambi.

7. Seront transférés par le canal de ce compte les paiements suivants:

a) les montants destinés au service des anciens emprunts extérieurs, une fois que les accords à intervenir entre débiteurs et créanciers auront été ratifiés;

b) les secours, les frais d'entretien et de subsistance, les pensions alimentaires, les contributions sociales, les frais d'hospitalisation et de cure, ainsi que les montants à transférer dans des cas de nécessité et en faveur de repatriés suisses;

c) les frais d'écolage et autres frais de séjour en Suisse;

d) les prestations suisses ou italiennes dans le domaine de la propriété intellectuelle (redevances pour licences industrielles et pour droits de distribution de films, produits de la vente de brevets, droits d'auteurs). Les taxes, de brevets et de dépôt de marques, etc., ainsi que les frais de régie dont l'Office suisse de compensation atteste l'admissibilité au transfert;

e) les prestations de service suisses ou italiennes (honoraires, traitements, salaires, rémunérations d'administrateurs, cachets d'artistes et de sportifs) et les pensions résultant d'un contrat de travail, etc.;

f) les frais accessoires au trafic des marchandises italo-suisse, telles que commissions, provisions, pour autant qu'ils ne puissent être couverts dans le cadre d'une affaire de réciprocité selon chiffre 7 de l'An-

nexe 1 à l'Accord commercial conclu en date de ce jour;

g) les bénéfices réalisés par des maisons domiciliées en Suisse ou en Italie sur des affaires de transit (achat de marchandises d'origine suisse en Suisse par des maisons domiciliées en Italie et leur vente dans des pays tiers, ainsi que l'achat de marchandises d'origine italienne en Italie par des maisons domiciliées en Suisse et leur vente dans des pays tiers);

h) les impôts, amendes et frais de justice;

i) les soldes des décomptes entre les Administrations des postes suisses et italiennes;

k) les frais de transport par route et par air;

l) les frais de location de wagons de chemins de fer, wagons-citernes, etc.

8. Les montants crédités au compte « Transferts divers » auprès de la Banque nationale suisse selon ce qui est prévu au chiffre 5 ci-dessus seront répartis comme suit:

a) 32 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 7 lit. *a*). Le solde éventuellement non utilisé pourra être affecté, après entente préalable entre les deux Gouvernements, au règlement de créances suisses ayant caractère analogue, voire pour reprendre les transferts financiers dès que les deux Gouvernements se seront mis d'accord à ce sujet;

b) 20 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 7, lit. *b*);

c) 19 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 7, lit. *c*);

d) 19 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 7, lit. *d*);

e) 10 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 7, lit. *e*-1);

Si, après une année à dater de l'entrée en vigueur du présent Protocole l'une ou l'autre des quote-parts ci-dessus, à l'exception de la lettre *a*), accuse un solde non utilisé, celui-ci pourra être viré à l'une des autres catégories, d'entente entre l'Office suisse de compensation et l'Ufficio italiano dei cambi.

9. Les dispositions du présent Protocole ne s'appliquent en principe qu'aux obligations échues après la date de son entrée en vigueur.

Les créances suisses, au sens du chiffre 7 ci-dessus, qui sont venues à échéance avant la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole pourront toutefois être réglées dans le cadre d'affaires de réciprocité d'entente entre l'Ufficio italiano dei cambi et l'Office suisse de compensation.

IV. — Modalités de paiement.

10. Tant en Suisse qu'en Italie, les versements des débiteurs visés aux chapitres II et III ci-dessus relatifs à des obligations libellées dans la monnaie du pays co-contractant, seront effectués sur la base du cours moyen fixé d'après les dispositions suivantes:

L'Ufficio italiano dei cambi établira le dernier jour de chaque mois le cours moyen entre le cours officiel du dollar U.S.A. et la moyenne arithmétique des cours quotidiens des dollars d'exportation (conti valutari 50 %), cotés à la Bourse de Rome, entre le 1er et le dernier jour du mois en question.

Sur la base dudit cours moyen et du cours moyen officiel du dollar pratiqué par la Banque nationale suisse (actuellement 4,30 francs suisses pour 1 dollar U.S.A.), l'Ufficio italiano dei cambi établira le cours du change entre la lire italienne et le franc suisse, valable à partir du premier jour du mois suivant le mois pris en considération pour la fixation du cours.

L'Ufficio italiano dei cambi communiquera le cours établi selon le procédé exposé ci-dessus le jour même de son calcul, s'il diffère de plus de 2 % du cours en vigueur pour le mois courant. Au cas où la différence serait de 2 % ou moins, le cours en vigueur resterait inchangé.

Le débiteur n'est libéré de son obligation qu'au moment où le créancier aura reçu le montant intégral de sa créance.

11. La Banque nationale suisse et l'Ufficio italiano dei cambi s'aviseront mutuellement au jour le jour des versements effectués aux comptes prévus aux chapitres II et III du présent Protocole. Ces avis tiennent lieu d'ordres de paiement.

L'Ufficio italiano dei cambi exécutera à réception les ordres de paiement de la Banque nationale suisse en faveur des créanciers italiens sur la base du cours moyen fixé suivant ce qui est prévu au chiffre 10 et en vigueur le jour où ces ordres lui parviendront.

V. — Dispositions finales.

12. Toutes les dispositions d'ordre valutaire énumérées dans le présent Protocole seront appliquées tant que des modifications substantielles n'interviennent pas dans le régime italien des changes avec l'étranger. En cas de modification, les deux Parties contractantes entreront en contact immédiat afin de réajuster les dispositions de ce Protocole à la nouvelle situation.

13. L'Office suisse de compensation et l'Ufficio italiano dei cambi pourront déroger, exceptionnellement et d'entente entre eux, aux dispositions du chiffre 7 du présent Protocole.

14. Le présent Protocole étendra ses effets à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

15. Les deux Gouvernements prendront les mesures nécessaires pour la mise à exécution du présent Protocole et, notamment, pour obliger les débiteurs et les créanciers de chacun des deux pays à se conformer à ces dispositions.

16. Le présent Protocole, qui sera valable pour la période d'une année, sera ratifié aussitôt que possible, en tant que ce sera nécessaire; toutefois les deux Gouvernements conviennent de le mettre en vigueur à titre provisoire à partir du 1er novembre 1947.

A son échéance, il sera renouvelé par tacite reconduction pour une autre année, s'il n'a pas été dénoncé avec un préavis de 3 mois.

Dans le cas où des faits nouveaux viendraient troubler gravement l'exécution du présent Protocole et rendre impossible la réalisation des prévisions faites par les deux Délégations en ce qui concerne l'évolution des échanges entre les deux pays, la Commission Mixte se réunirait d'urgence en vue d'arrêter toutes mesures utiles.

Fait à Berne, en double exemplaire, le quinze octobre mil neuf cent quarante-sept.

Pour l'Italie — U. Grazzi

Pour la Suisse — Hotz

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

DECRETO LEGISLATIVO 14 febbraio 1948, n. **113**.
Facoltà del Ministro di grazia e giustizia di destinare uditori giudiziari a posti di giudice, di sostituto o di pretore.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo 16 marzo 1946, n. 98;
Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;
Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;
Sulla proposta del Guardasigilli, Ministro per la grazia e giustizia, di concerto con il Ministro per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 17 gennaio 1948:

Art. 1.

L'applicabilità dell'art. 6 — primo, secondo e terzo comma — della legge 31 ottobre 1942, n. 1352, è estesa al 31 dicembre 1948.
La facoltà prevista dal citato art. 6 può essere esercitata anche per la destinazione alla reggenza di preture prive di titolare, nei confronti:

a) degli uditori che precedentemente alla nomina abbiano esercitato funzioni giudiziarie ai sensi del decreto legislativo 30 aprile 1946, n. 352, o come vice pretori onorari;

b) degli uditori che successivamente alla nomina stessa abbiano compiuto un tirocinio effettivo di almeno quattro mesi.

Per gli uditori di cui alla lettera *b*) la destinazione in reggenza ha luogo previo parere favorevole dei capi di Corte.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 14 febbraio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — GRASSI — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 marzo 1948
Atti del Governo, registro n. 18, foglio n. 22. — FRASCA

DECRETO LEGISLATIVO 24 febbraio 1948, n. **114**.
Provvidenze a favore della piccola proprietà contadina.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;
Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;
Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;
Sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, di concerto con i Ministri per l'interno, per la grazia e giustizia, per il bilancio, per le finanze, per il tesoro e per il lavoro e la previdenza sociale;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 20 febbraio 1948:

Art. 1.

Le compravendite e le concessioni in enfiteusi di fondi rustici, che si effettuano nel periodo di due anni dall'entrata in vigore del presente provvedimento, sono soggette all'imposta normale di registro ed alla imposta ipotecaria normale, ridotte a metà, se si verifichino le seguenti condizioni:

a) che il compratore o l'enfiteuta sia persona che dedica abitualmente la propria attività manuale alla lavorazione della terra;

b) che il compratore o l'enfiteuta non sia proprietario di altri fondi rustici, ovvero che l'acquisto sia fatto per arrotondamento della proprietà rustica del compratore o enfiteuta, quando questa sia insufficiente all'impiego della mano d'opera delle famiglie di essi;

c) che il fondo venduto o concesso in enfiteusi sia idoneo alla formazione di piccole proprietà contadine, avuto riguardo alla destinazione colturale ed all'imponibile catastale;

d) che il compratore o l'enfiteuta non abbia, nel biennio precedente al contratto, venduto altri fondi rustici.

Gli atti, di cui al precedente comma, che, nella ricorrenza delle condizioni e nel periodo di tempo ivi specificati, siano stipulati relativamente a terreni situati nell'Italia meridionale, nella Sicilia e nella Sardegna, sono soggetti alla normale imposta di registro ridotta ad un decimo ed a quella fissa ipotecaria.
E' abrogato l'art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 141, salvo quanto disposto nel penultimo comma dell'articolo stesso circa le rivendite effettuate entro il quinquennio.
L'esistenza delle condizioni di cui alla lettera *a*) viene attestata dall'Ispettorato provinciale agrario, competente per territorio, e quella dei requisiti di cui alle lettere *b*) e *d*) mediante esplicita contestuale dichiarazione da parte dell'acquirente o enfiteuta. Per quanto concerne la lettera *c*) una commissione provinciale, costituita dall'ispettore agrario provinciale, dall'intendente di finanza e dal dirigente locale dell'U.P.S.E.A. determina, in relazione alla diversa destinazione colturale, entro quale limite d'imponibile catastale si riscontri l'idoneità del fondo a costituire la piccola proprietà contadina.
Le stesse disposizioni si applicano agli affitti o compartecipazioni a miglioria, con parziale cessione della proprietà del fondo migliorato all'affittuario o compartecipante, se si verifichino le condizioni di cui ai commi precedenti.

Art. 2.

Nel caso di acquisto previsto dall'articolo precedente possono essere concessi mutui al compratore, a termini dell'art. 3, n. 1, della legge 5 luglio 1928, n. 1760.

Per i detti mutui il concorso dello Stato nel pagamento degli interessi, il cui limite massimo è elevato al 3 %, sarà corrisposto per trent'anni, indipendentemente dalla durata convenuta del mutuo.

Le suddette disposizioni si applicano anche quando il compratore sia una cooperativa regolarmente costituita, sia che si proponga la conduzione collettiva del fondo, oggetto del contratto, sia che se ne proponga la divisione fra i soci.

Si applicano pure nel caso che, in seguito a divisione del fondo fra i soci, si proceda al frazionamento del mutuo.

Art. 3.

Gli atti di acquisto di fondi rustici da parte di cooperative regolarmente costituite, i cui soci siano tutti lavoratori agricoli, nonchè gli atti di suddivisione e di assegnazione dei fondi stessi ai soci sono soggetti alla imposta fissa di registro ed a quella fissa ipotecaria, semprechè, avuto riguardo al numero dei soci, al momento dell'acquisto, a ciascun socio spetti una quota che non ecceda i limiti della piccola proprietà contadina, determinata a norma del penultimo comma dell'articolo 1.

Per tutto il resto si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni degli articoli precedenti.

Art. 4.

Gli enti di colonizzazione e i consorzi di bonifica integrale sono autorizzati a provvedere, coi benefici e limiti previsti dal presente decreto, all'acquisto, ripartizione e vendita di terreni a diretti coltivatori o loro cooperative, nonchè, dove occorra, all'esecuzione delle opere necessarie per la lottizzazione ed eventuale trasformazione dei terreni da ripartire.

Ai detti enti e consorzi può essere consentita, con provvedimento del Ministero del tesoro, l'emissione di obbligazioni, con garanzia dello Stato.

La Cassa depositi e prestiti e gli enti di qualsiasi natura esercenti il credito, le assicurazioni e la previdenza sono autorizzati, anche in deroga di leggi o di statuti, ad acquistare le obbligazioni anzidette.

Tali enti sono autorizzati inoltre a costituire società, le quali provvedano all'acquisto, trasformazione e cessione di terreni a coltivatori diretti o loro cooperative, alle condizioni e con i benefici previsti dal presente decreto.

Le società decadranno dai predetti benefici se le cessioni non siano effettuate nel termine di sette anni dall'entrata in vigore del presente decreto.

L'atto di costituzione e gli eventuali successivi aumenti di capitale sono esenti da ogni imposta o tassa.

Art. 5.

Lo Stato, le Provincie, i Comuni sono autorizzati a vendere, con licitazione privata, tra le persone indicate all'art. 1, lettera *a*) ed, eventualmente, cooperative agricole previste dall'art. 3 e gli enti e società, di cui all'art. 4, i fondi rustici di natura patrimoniale da destinare alla formazione della proprietà contadina, alle condizioni previste dallo stesso art. 1.

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste, di concerto con i Ministri per l'interno e per il tesoro, può rendere obbligatorio, per le Provincie e i Comuni, di sottoporre a vendita quella parte dei loro fondi rustici di natura patrimoniale che risulti non coltivata o insufficientemente coltivata, in relazione alle qualità dei fondi stessi e ai metodi di coltivazione ordinari della località ed appaia suscettibile, con un migliore ordinamento, di notevoli incrementi di reddito.

Nei casi previsti dai commi precedenti, alla vendita può essere sostituita la costituzione in enfiteusi perpetua, con canone in natura.

I Ministri per il tesoro e per l'agricoltura e le foreste, nel periodo di sei mesi dall'entrata in vigore del presente decreto, procederanno alla determinazione dei beni patrimoniali dello Stato, da destinare alla formazione di proprietà contadina, con particolare riguardo ai beni confiscati in dipendenza delle sanzioni punitive contro il fascismo.

Art. 6.

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste può autorizzare i consorzi, gli enti e le società, di cui all'art. 4, a procedere alla espropriazione degli immobili soggetti a bonifica, i cui proprietari siano inadempienti agli obblighi del bonificamento, giusta l'art. 4 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, o l'art. 10 del testo unico 10 novembre 1905, n. 647, ed altre disposizioni successive.

Art. 7.

Agli acquirenti od assegnatari di fondi di pertinenza degli enti previsti agli articoli 4 e 5 si applicano le disposizioni degli articoli 1 e 2 del presente decreto.

Art. 8.

Fatta eccezione delle servitù prediali, i diritti di godimento o di garanzia esistenti sui fondi acquistati secondo le norme del presente decreto sono soddisfatti sul prezzo.

I contratti di affitto esistenti sui fondi acquistati o concessi in enfiteusi cessano di avere vigore col cessare dell'anno agrario in corso o con la fine dell'anno successivo, se la vendita o la concessione enfiteutica non avvenga almeno tre mesi prima della scadenza dell'anno agrario.

Nessun indennizzo è dovuto per effetto di tale risoluzione, fermo il diritto dell'affittuario di essere indennizzato delle migliorie a norma di legge o di contratto.

Art. 9.

Chi, prima che siano trascorsi dieci anni dall'acquisto fatto a termini del presente decreto, alieni volontariamente il fondo acquistato o cessi, senza giusta causa, dal coltivarlo direttamente perde i benefici fiscali previsti dall'art. 1. Inoltre decade dal diritto al concorso statale negli interessi sul mutuo ed è tenuto, solidalmente col compratore in caso di vendita, a restituirne l'importo allo Stato, il quale rimane obbligato nei confronti dell'istituto finanziatore, nel caso che il contributo abbia formato oggetto di cessione.

Nei contratti di vendita a persone di cui all'art. 1, stipulati da consorzi, enti e società di cui agli articoli 4 e 5 del presente decreto, saranno introdotte clausole che prevedano la perdita delle agevolazioni fiscali e degli altri vantaggi conseguiti dall'acquirente, qualora si verifichino le ipotesi del primo comma del presente articolo.

Nella decadenza dai benefici del presente decreto incorre pure l'acquirente il quale abbia, con false dichiarazioni, con raggiri o false documentazioni circa i requisiti previsti dall'art. 1 del presente decreto, tratto in inganno l'ufficio statale competente ad attestare la sussistenza dei requisiti medesimi, e salvo in ogni caso l'esercizio dell'azione penale qualora il fatto costituisca reato. In tal caso, oltre alle imposte normali, è dovuta una sopratassa pari all'importo dell'imposta evasa.

Ai fini della dichiarazione di decadenza dai benefici fiscali spetta all'ispettore compartimentale per l'agricoltura del compartimento, dove ricade in tutto o per la maggior parte il fondo, di procedere agli accertamenti necessari, il cui risultato sarà comunicato alla Amministrazione finanziaria, per gli ulteriori adempimenti di propria competenza.

Art. 10.

E' autorizzata la spesa di L. 5 miliardi, da servire:

a) per L. 3 miliardi, in ragione di L. 100 milioni all'anno per trenta anni, a decorrere dall'esercizio finanziario 1947-48, in aumento del fondo per concorso negli interessi su mutui di miglioramento a termini della legge 5 luglio 1928, n. 1760, e successive;

b) per L. 2 miliardi per sussidi, a norma delle leggi di bonifica, nelle spese delle opere di miglioramento fondiario nei fondi acquistati a norma degli articoli 1, 3, 4 e 5 del presente decreto.

Art. 11.

Nella eventualità di disposizioni limitatrici della proprietà fondiaria appartenente ai privati, non si terrà conto, nell'applicazione del limite, di una superficie pari a quella dei terreni che verranno venduti o ceduti in enfiteusi alle persone, di cui all'art. 1, nel termine di un anno dall'entrata in vigore del presente decreto.

Art. 12.

Il presente decreto entra in vigore l'ottavo giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SEGNI — SCELBA — GRASSI — EINAUDI — PELLA — DEL VECCHIO — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1948
Atti del Governo, registro n. 18, foglio n. 39. — FRASCA

DECRETO MINISTERIALE 9 settembre 1947.

Concessione di piscicoltura nelle acque del fiume Fine.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visti gli articoli 11 del testo unico delle leggi sulla pesca, approvato con regio decreto 6 ottobre 1931, n. 1601, e 2 del regio decreto-legge 11 aprile 1938, n. 1183, ed il decreto Ministeriale 12 ottobre 1926, in *Gazzetta Ufficiale* 17 dicembre stesso anno, n. 290, che detta norme per le concessioni di acque pubbliche, a scopo di piscicoltura;

Vista la domanda della Società Solvay e C. di Rosignano Marittimo (Livorno), intesa ad ottenere in concessione a scopo di piscicoltura le acque di un tratto del fiume Fine, dalla presa d'acqua del molino alla presa d'acqua Solvay, per una lunghezza di km. 3600 scorrenti nel territorio dal comune di Rosignano Marittimo;

Sentiti i pareri dello Stabilimento ittiogenico di Roma, dell'ufficio del Genio civile e dell'Intendenza di finanza di Livorno;

Presa visione del deposito di L. 8000 (ottomila) in numerario, quietanza n. 59/29300 di posizione, del 18 dicembre 1946, effettuato alla Sezione della Tesoreria provinciale di Livorno, a garanzia dell'osservanza degli obblighi assunti per la concessione in vigore;

Visto il disciplinare di concessione in data 5 luglio 1947, stipulato presso la Prefettura di Livorno e l'annessa planimetria facente parte integrante del medesimo, nella quale zona acquea da riservare risulta delimitata;

Decreta:

Le acque del fiume Fine, per il tratto scorrente dalla presa d'acqua del molino alla presa d'acqua Solvay nel territorio del comune di Rosignano Marittimo per la lunghezza di km. 3600 vengono date in concessione di piscicoltura alla Società Solvay e C. di Rosignano Marittimo.

La concessione che alla scadenza cesserà di pieno diritto senza bisogno di disdetta o di preavviso avrà la durata di anni quindici correnti dalla data del presente decreto.

Essa è subordinata al pagamento del canone annuo anticipato di L. 5000 (cinquemila), nonchè alla piena osservanza di tutte le norme dell'allegato disciplinare e delle leggi e dei regolamenti vigenti sulla pesca.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e comunicato al Ministero delle finanze per l'iscrizione del credito relativo.

Il Prefetto della provincia di Livorno è incaricato dell'esecuzione del decreto, previa pubblicazione nel Foglio degli annunzi legali della Provincia.

Roma, addì 9 settembre 1947

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 dicembre 1947
Registro Agricoltura e foreste n. 26, foglio n. 286

(1054)

DECRETO MINISTERIALE 1° ottobre 1947.

Istituzione in Ascoli Piceno di una sezione del Circolo dell'Ispettorato del lavoro di Ancona.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il regio decreto-legge 28 dicembre 1931, n. 1684, convertito in legge con legge 16 giugno 1932, n. 886;

Visto il regio decreto-legge 13 maggio 1937, n. 804, convertito in legge con legge 20 gennaio 1938, n. 149;

Vista la legge 1° settembre 1940, n. 1337;

Considerata la necessità di istituire in Ascoli Piceno una sezione del Circolo dell'Ispettorato del lavoro di Ancona;

Decreta:

E' istituita in Ascoli Piceno, con circoscrizione territoriale su tale provincia, dal 1° ottobre 1947, una sezione del Circolo dell'Ispettorato del lavoro di Ancona.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° ottobre 1947

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 febbraio 1948
Registro Lavoro e previdenza n. 11, foglio n. 394. — LAMICELA

(1119)

DECRETO MINISTERIALE 12 dicembre 1947.

Concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria in genere della provincia di Ascoli Piceno.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i decreti interministeriali 23 gennaio 1947, 4 aprile 1947 e 8 luglio 1947, relativi alla concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori involontariamente disoccupati di determinate categorie e località della provincia di Ascoli Piceno;

Visto il regio decreto legislativo 20 maggio 1946, n. 373, con l modifiche previste dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 agosto 1947, n. 870, relativo all'aumento degli assegni integrativi dell'indennità di disoccupazione e dei sussidi straordinari di disoccupazione;

Considerato che anche per i lavoratori disoccupati dipendenti dall'industria in genere dell'intera provincia di Ascoli Piceno sussistono le condizioni per lo stesso sussidio straordinario;

Sentito il Comitato per la disoccupazione di cui al l'art. 9 del predetto decreto;

Decreta:

Art. 1.

E' estesa l'applicazione dei decreti interministeriali 23 gennaio 1947, 4 aprile 1947 e 8 luglio 1947 ai lavoratori dell'industria in genere della provincia di Ascoli Piceno, che si trovino involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro.

Art. 2.

Sono esclusi dalla concessione del sussidio:

1) coloro che beneficiano di sussidi, di indennità, di integrazioni salariali anche a titolo di trattamento di licenziamento o di pensione o di rendite corrisposte a carico dello Stato, degli Enti locali, degli Istituti di previdenza ed assistenza sociale;

2) coloro che non versino in condizioni economiche disagiate;

coloro che siano già assistiti dagli E.C.A. in danaro o in natura;

4) coloro che non rispondano alla chiamata di controllo del loro stato di disoccupazione;

5) coloro che trovino una nuova occupazione o che rifiutino altro collocamento;

6) coloro che siano affluiti da altre località o che, per appartenere alle più differenti attività lavorative, debbono essere indotti a ritornare alle loro occupazioni normali;

7) coloro che appartengono a categorie la cui occupazione sia saltuaria ed occasionale anche in tempo normale;

coloro che siano iscritti negli elenchi nominativi dei lavoratori agricoli di cui all'art. 12 del regio decreto 24 settembre 1940, n. 1949;

9) coloro che abbiano rifiutato o trascurato di adempiere alla prescrizione della frequenza di corsi d'istruzione professionale o di pratica di laboratorio a norma dell'art. 67 del regolamento dell'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione involontaria di cui al regio decreto 7 dicembre 1924, n. 2270.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1947

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1948
Registro Lavoro e previdenza n. 11, foglio n. 317

(970)

DECRETO MINISTERIALE 12 dicembre 1947.

Concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria in genere dell'intera provincia di Padova.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i decreti interministeriali 23 gennaio 1947, 13 maggio 1947, 8 luglio 1947 e 5 ottobre 1947, relativi alla concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori involontariamente disoccupati appartenenti a determinate categorie e località della provincia di Padova;

Visto il regio decreto legislativo 20 maggio 1946, n. 373, con le modifiche previste dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 agosto 1947, n. 870, relativo all'aumento degli assegni integrativi dell'indennità di disoccupazione e dei sussidi straordinari di disoccupazione;

Considerato che anche per i lavoratori disoccupati dipendenti dall'industria in genere dell'intera provincia di Padova sussistono le condizioni per la concessione dello stesso sussidio straordinario;

Sentito il Comitato per la disoccupazione di cui all'art. 9 del predetto decreto;

Decreta:

Art. 1.

E' estesa l'applicazione dei decreti interministeriali 23 gennaio 1947, 13 maggio 1947, 8 luglio 1947 e 5 ottobre 1947 ai lavoratori dipendenti dall'industria in genere dell'intera provincia di Padova, che si trovino involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro.

Art. 2.

Sono esclusi dalla concessione del sussidio:

1) coloro che beneficiano di sussidi, di indennità, di integrazioni salariali anche a titolo di trattamento di licenziamento o di pensione o di rendite corrisposte a carico dello Stato, degli Enti locali, degli Istituti di previdenza ed assistenza sociale;

2) coloro che non versino in condizioni economiche disagiate;

3) coloro che siano già assistiti dagli E.C.A. in danaro o in natura;

4) coloro che non rispondano alla chiamata di controllo del loro stato di disoccupazione;

5) coloro che trovino una nuova occupazione o che rifiutino altro collocamento;

6) coloro che siano affluiti da altre località o che, per appartenere alle più differenti attività lavorative, debbono essere indotti a ritornare alle loro occupazioni normali;

7) coloro che appartengono a categorie la cui occupazione sia saltuaria ed occasionale anche in tempo normale;

8) coloro che siano iscritti negli elenchi nominativi dei lavoratori agricoli di cui all'art. 12 del regio decreto 24 settembre 1940, n. 1949;

9) coloro che abbiano rifiutato o trascurato di adempiere alla prescrizione della frequenza di corsi d'istruzione professionale o di pratica di laboratorio a norma dell'art. 67 del regolamento dell'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione involontaria di cui al regio decreto 7 dicembre 1924, n. 2270.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1947

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 febbraio 1948
Registro Lavoro e previdenza n. 11, foglio n. 387

(971)

DECRETO MINISTERIALE 12 dicembre 1947.

Proroga della durata della concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria della provincia di Rieti.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i decreti interministeriali 8 marzo 1947 e 4 aprile 1947, relativi alla concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori involontariamente disoccupati dipendenti dall'industria della provincia di Rieti;

Visto il regio decreto legislativo 20 maggio 1946, n. 373, con le modifiche previste dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 agosto 1947, n. 870, relativo all'aumento degli assegni integrativi dell'indennità di disoccupazione e dei sussidi straordinari di disoccupazione;

Considerato che per i disoccupati dipendenti dall'industria della provincia di Rieti permangono le condizioni per la concessione dello stesso sussidio straordinario;

Sentito il Comitato per la disoccupazione di cui all'art. 9 del predetto decreto;

Decreta:

Art. 1.

La durata di 90 giorni del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria della provincia di Rieti, di cui all'autorizzazione alla concessione del sussidio straordinario, prevista dai decreti interministeriali 8 marzo 1947 e 4 aprile 1947, è prorogata sino al termine massimo di giorni 180.

Art. 2.

Sono esclusi dalla concessione del sussidio:

1) coloro che beneficiano di sussidi, di indennità, di integrazioni salariali anche a titolo di trattamento di licenziamento o di pensione o di rendite corrisposte a carico dello Stato, degli Enti locali, degli Istituti di previdenza ed assistenza sociale;

2) coloro che non versino in condizioni economiche disagiate;

3) coloro che siano già assistiti dagli E.C.A. in danaro o in natura;

4) coloro che non rispondano alla chiamata di controllo del loro stato di disoccupazione;

5) coloro che trovino una nuova occupazione o che rifiutino altro collocamento;

6) coloro che siano affluiti da altre località o che, per appartenere alle più differenti attività lavorative, debbono essere indotti a ritornare alle loro occupazioni normali;

7) coloro che appartengano a categorie la cui occupazione sia saltuaria ed occasionale anche in tempo normale;

8) coloro che siano iscritti negli elenchi nominativi dei lavoratori agricoli di cui all'art. 12 del regio decreto 24 settembre 1940, n. 1949;

9) coloro che abbiano rifiutato o trascurato di adempiere alla prescrizione della frequenza di corsi d'istruzione professionale o di pratica di laboratorio a norma dell'art. 67 del regolamento dell'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione involontaria di cui al regio decreto 7 dicembre 1924, n. 2270.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1947

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1948
Registro Lavoro e previdenza n. 11, foglio n. 316

(979)

DECRETO MINISTERIALE 3 marzo 1948.

Revoca del divieto alla ditta Ferdinando Zoppas & Figli, con sede in Conegliano Veneto, ad allestire una fonderia per ghisa.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, e successive modificazioni e proroghe;

Visto il decreto Ministeriale 29 settembre 1947, con il quale alla ditta Ferdinando Zoppas & Figli, con sede in Conegliano Veneto, è stato vietato di allestire, presso il proprio stabilimento di Conegliano, una fonderia per ghisa;

Vista l'istanza della Ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 29 settembre 1947, che vieta alla ditta Ferdinando Zoppas & Figli, con sede in Conegliano Veneto, di allestire, presso il proprio stabilimento sito in detta località, una fonderia per ghisa.

Roma, addì 3 marzo 1948

Il Ministro: TREMELLONI

(1161)

DECRETO MINISTERIALE 3 marzo 1948.

Revoca del divieto alla Società anonima cooperativa Latterie Agricole Riunite Cremonesi « L.A.R.C. », con sede in Cremona, ad estendere la propria attività alla fabbricazione di latte in polvere, evaporato, condensato zuccherato, ecc.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, e successive modificazioni e proroghe;

Visto il decreto Ministeriale 14 maggio 1947, con il quale alla Società anonima cooperativa Latterie Agricole Riunite Cremonesi « L.A.R.C. », con sede in Cremona, è stato vietato di estendere la propria attività alla fabbricazione di latte in polvere, latte evaporato, latte condensato zuccherato, ecc.;

Vista l'istanza della Ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 14 maggio 1947, che vieta alla Società anonima cooperativa Latterie Agricole Riunite Cremonesi « L.A.R.C. », con sede in Cremona, di estendere la propria attività alla fabbricazione di latte in polvere, latte evaporato, latte condensato zuccherato, ecc.

Roma, addì 3 marzo 1948

Il Ministro: TREMELLONI

(1162)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'ALIMENTAZIONE

Rinuncia temporanea all'esercizio del vincolo del 35 % sui generi alimentari d'importazione

A chiarimento del proprio comunicato del 19 febbraio 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 25 febbraio 1948, n. 47, relativo alla temporanea rinuncia all'esercizio del vincolo di cui al decreto legislativo 29 ottobre 1947, n. 1211, sul tonno e tonnetto d'importazione, si precisa che tale rinuncia deve intendersi riferita al tonno e al tonnetto sott'olio.

Roma, addì 5 marzo 1948

L'Alto Commissario: RONCHI

(1171)

Disposizione n. 4 sulla disciplina del trasporto del riso lavorato e dei sottoprodotti del riso

Sciogliendo la riserva contenuta al punto 1 della propria disposizione n. 2 sulla disciplina del trasporto del riso lavorato e dei sottoprodotti del riso della campagna 1947, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 29 gennaio 1948, n. 23, si dispone che i modelli di autorizzazione al trasporto, diversi da quelli stabiliti dalla citata disposizione n. 2 e pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del 29 gennaio 1948, n. 23, e del 21 febbraio 1948, n. 44, cessano di avere validità a decorrere dalla data di pubblicazione della presente disposizione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 marzo 1948

(1172) *L'Alto Commissario*: RONCHI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Licata ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 20 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 28 gennaio 1948, registro n. 2 Interno, foglio n. 400, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Licata (Agrigento), di un mutuo di L. 1.035.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(926)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Frosinone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 31 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 26 gennaio 1948, registro n. 2 Interno, foglio n. 346, è stata autorizzata l'assunzione, da parte della Amministrazione provinciale di Frosinone, di un mutuo di L. 14.357.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(927)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Novara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 5 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 21 gennaio 1948, registro n. 2 Interno, foglio n. 49, è stata autorizzata l'assunzione, da parte dell'Amministrazione provinciale di Novara, di un mutuo di L. 31.934.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(930)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Livorno ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale 26 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 31 gennaio 1948, registro n. 3, foglio n. 181, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Livorno, di un mutuo suppletivo di L. 822.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(929)

Autorizzazione al comune di Cosenza a contrarre un mutuo per l'integrazione suppletiva del bilancio 1947

Per l'integrazione suppletiva del bilancio 1947, il comune di Cosenza è autorizzato col sottoindicato decreto interministeriale, a contrarre con uno degli istituti di credito legalmente autorizzati, il seguente mutuo:

decreto interministeriale n. 3112 del 15 novembre 1947; importo L. 7.000.000.

(944)

Autorizzazione al comune di Imperia a contrarre un mutuo per l'integrazione suppletiva del bilancio 1947

Per l'integrazione suppletiva del bilancio 1947, il comune di Imperia è autorizzato col sottoindicato decreto interministeriale, a contrarre con uno degli istituti di credito legalmente autorizzati, il seguente mutuo:

decreto interministeriale n. 3628 del 19 dicembre 1947; importo L. 4.500.000.

(945)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffide per smarrimento di mezzi fogli di compartimenti semestrali

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 24.

E' stata chiesta la rinnovazione del certificato di rendita Cons 3,50 % (1906), n. 248004, di annue L. 31,50, intestato a Borelli Giorgio e Francesco di Paolo, minori sotto la patria potestà del padre, dom. a Bra (Cuneo).

Essendo il certificato mancante del secondo mezzo foglio, già usato per la riscossione degli interessi semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano intervenute opposizioni, si procederà alla chiesta operazione, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 30 ottobre 1947

(4654) *Il direttore generale*: DE LIGUORO

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 25.

E' stata chiesta la rinnovazione del certificato di rendita Cons 3,50 % (1906), n. 503695, di annue L. 10,50, intestato a Cominelli Alessandro di Francesco, dom. a Vigevano (Pavia).

Essendo il certificato mancante del secondo mezzo foglio, già usato per la riscossione degli interessi semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà alla chiesta operazione, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 30 ottobre 1947

(4655) *Il direttore generale*: DE LIGUORO

CONCORSI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso per titoli a tre posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno dell'Amministrazione centrale, riservato ai reduci.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato e successive aggiunte e modificazioni;

Visto il decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato e successive aggiunte e modificazioni;

Visto il decreto 28 settembre 1933, n. 1281, riguardante il ruolo organico del personale subalterno del Ministero di grazia e giustizia, modificato con i decreti 21 gennaio 1935, n. 13, e 15 aprile 1937, n. 615;

Visto il decreto 6 gennaio 1942, n. 27, contenente provvidenze a favore dei chiamati alle armi, nell'assunzione da parte dell'Amministrazione dello Stato;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, recante norme per lo svolgimento dei concorsi;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 30 giugno 1947, n. 624, che proroga il termine per bandire i concorsi riservati ai reduci per gli impieghi di ruolo nelle Amministrazioni dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli a tre posti di inserviente in prova nel ruolo organico del personale subalterno della Amministrazione centrale del Ministero di grazia e giustizia.

Il concorso è riservato:

a) ai combattenti della guerra 1940-1943 e della guerra di liberazione, ai mutilati ed agli invalidi per la lotta di liberazione, ai partigiani combattenti ed ai reduci dalla prigionia e dalla deportazione;

b) a coloro che, per essersi trovati sotto le armi o comunque per ragioni dipendenti dallo Stato di guerra, non abbiano potuto presentare domanda di ammissione al precedente concorso, bandito con decreto Ministeriale 15 marzo 1942.

Art. 2.

Per essere ammesso al concorso è necessario che l'aspirante:

a) sia cittadino italiano, di sesso maschile;

b) abbia l'esercizio dei diritti civili e politici;

c) sappia leggere e scrivere;

d) abbia, alla data del presente decreto, compiuto l'età di anni 18 e non superata quella di anni 35.

Il limite massimo di età è aumentato:

1) di anni cinque per coloro che hanno partecipato, nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936; per coloro che hanno partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato ovvero in qualità di militarizzati od assimilati, alle operazioni della guerra 1940-1943 e della guerra di liberazione; per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico;

2) di anni nove per gli invalidi e mutilati di guerra e della lotta di liberazione e per gli ex combattenti decorati al valor militare o promossi per merito di guerra.

Sono esclusi dal beneficio di cui ai numeri 1) e 2) coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi, anche se amnistiati;

3) di anni nove per i capi di famiglia numerosa (di almeno sette figli), senza pregiudizio dei maggiori limiti consentiti dall'art. 23 del decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1;

4) di anni due per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, e di anni uno per ogni figlio vivente alla data medesima; tali aumenti sono cumulabili con quelli precedentemente indicati.

Il limite massimo di età è elevato a 45 anni nei confronti di coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale. Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali e che non si trovino nelle dette condizioni, non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo indicato nel l'art. 5 del decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25.

Il limite massimo di età non potrà, comunque, superare i 45 anni di età.

La condizione del limite massimo di età non è richiesta nei confronti degli aspiranti che alla data del presente decreto:

a) siano impiegati civili di ruolo al servizio dello Stato;

b) appartengano al personale civile non di ruolo, comunque denominato, dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo, od al personale salariato di ruolo e non di ruolo dipendente dalle stesse Amministrazioni, ed abbiano compiuto cinque anni di lodevole servizio. Non costituisce interruzione l'allontanamento dal servizio a causa di obblighi militari.

Gli aspiranti, di cui alla lettera *b*) del precedente art. 1, per essere ammessi al concorso, debbono comprovare che non oltre la data di scadenza del termine utile per partecipare al concorso precedente possedevano tutti i requisiti necessari per parteciparvi e che i requisiti medesimi, all'infuori del limite di età, possiedono tuttora.

Art. 3.

Coloro che intendono partecipare al concorso debbono farne domanda al Ministero di grazia e giustizia su carta da bollo da lire 32, indicando con precisione il proprio cognome, nome, paternità e domicilio, ed elencando i documenti prodotti.

La domanda di ammissione al concorso, scritta e sottoscritta di pugno dell'aspirante e corredata dei documenti stabiliti dal successivo articolo, dovrà essere presentata o fatta pervenire alla procura della Repubblica presso il tribunale nella cui giurisdizione l'aspirante risiede, nelle ore di ufficio, entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Gli aspiranti che risiedono in territorio non metropolitano e quelli che dimostrino di essere alle armi, potranno presentare, nel prescritto termine di giorni sessanta, la sola domanda di ammissione al concorso, salvo a produrre i documenti richiesti e gli eventuali titoli non oltre il trentesimo giorno dalla scadenza del termine suddetto.

Non saranno ammessi al concorso gli aspiranti, le cui domande risulteranno presentate oltre il termine di cui sopra, ovvero sfornite di alcuno dei documenti prescritti o non in regola con il bollo.

Art. 4.

A corredo della domanda dovranno essere prodotti i seguenti documenti, tutti in lingua italiana:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 40, legalizzato dal presidente del tribunale, dal cancelliere delegato o dal pretore competente;

2) certificato rilasciato su carta da bollo da L. 24 dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto, dal quale risulti che l'aspirante è cittadino italiano e gode dei diritti politici. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in zona non compresa nel territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

3) certificato di buona condotta civile, morale e politica rilasciato dal sindaco del Comune ove l'aspirante risiede da almeno un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove ha avuto precedenti residenze entro l'anno, tutti su carta da bollo da lire 24 e legalizzati dal prefetto;

4) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da lire 60, legalizzato dal procuratore della Repubblica;

5) certificato medico rilasciato su carta da bollo da lire 24 da un ufficiale medico militare o dal medico provinciale, dal medico condotto o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione che permetta qualunque lavoro faticoso. Qualora l'aspirante sia affetto da una qualsiasi imperfezione, questa dovrà essere esattamente specificata nel certificato con la dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'impiego per il quale concorre.

Per gli invalidi di guerra il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza o da un suo delegato ai sensi degli articoli 14, n. 3, e 15 del decreto 29 gennaio 1922, n. 92.

Il certificato medico deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari se rilasciato da un ufficiale medico militare, dal prefetto se rilasciato da un medico provinciale, e vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto se rilasciato dall'ufficiale sanitario comunale o dal medico condotto.

Al certificato medico deve essere unita una fotografia recente dell'aspirante, autenticata da un notaio o dall'autorità comunale e munita del visto del sanitario che ha rilasciato il certificato stesso.

L'Amministrazione si riserva in ogni caso di sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia.

L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo, oppure non si presenti o rifiuti di sottoporsi alla visita medica, è escluso dal concorso;

6) certificato in originale o in copia autentica del titolo di studio eventualmente posseduto, o, in mancanza, la prova di sapere leggere e scrivere fatta avanti il sindaco o un notaio;

7) certificato di stato di famiglia, rilasciato su carta da bollo da lire 24 dal sindaco del Comune ove l'aspirante risiede e legalizzato dal prefetto, da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

8) copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare;

9) documenti comprovanti gli eventuali diritti di preferenza o il diritto alla dispensa od all'elevazione del limite massimo di età.

Gli aspiranti potranno, inoltre, allegare alla domanda tutti quei documenti attestanti i servizi prestati e le altre particolari benemerenze civili e militari.

Non è ammesso il riferimento a documenti presentati ad altra Amministrazione, salvo per il titolo di studio, del quale può essere prodotto un certificato rilasciato dall'Amministrazione presso cui si trova il titolo originale.

Per coloro i quali abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine o non abbiano potuto farvi ritorno, sono applicabili le disposizioni di cui al decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 24 febbraio 1947, n. 60.

Art. 5.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5) e 7) del precedente articolo debbono essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi a quella del presente decreto.

Per i certificati rilasciati dal sindaco di Roma, dal segretario della Procura presso il Tribunale di Roma o dai notai del distretto notarile di Roma, non occorrono legalizzazioni.

Sono esenti dalla tassa di bollo i documenti di cui ai numeri 1), 2), 3), 4), 5) e 7), purchè da essi risulti esplicitamente la condizione di povertà dell'aspirante mediante indicazione del relativo certificato dell'autorità di pubblica sicurezza.

I celibi sono esonerati dal presentare il documento di cui al n. 7), ma debbono dichiarare nella domanda tale loro qualità. I capi di famiglia numerosa, per godere dei benefici previsti dalle disposizioni vigenti, dovranno far risultare dal certificato di stato di famiglia che la loro famiglia è costituita da almeno sette figli viventi, computati fra essi anche i figli caduti in guerra.

Gli aspiranti che appartengono al personale civile di ruolo delle Amministrazioni dello Stato, sono dispensati dal presentare i certificati indicati ai numeri 1), 2), 3) e 4) del precedente articolo, ma dovranno produrre copia dello stato di servizio civile, rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici in data non anteriore a quella del presente decreto, nonchè una attestazione dell'Amministrazione da cui dipendono comprovante che non sono sottoposti a procedimento penale, disciplinare o di epurazione e che non hanno mai riportato qualifica inferiore a quella di « buono ».

Gli aspiranti che appartengono al personale civile non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato che intendono avvalersi dell'esenzione dal limite massimo di età dovranno produrre, in aggiunta ai documenti di cui all'articolo precedente, un certificato dell'Amministrazione da cui dipendono comprovante la qualità e la data di assunzione nel servizio straordinario, gli estremi del provvedimento di assunzione e le qualifiche riportate.

Gli aspiranti che si trovano sotto le armi sono dispensati dal presentare i documenti di cui ai numeri 3), 5) e 9) dell'articolo precedente quando vi suppliscano con un certificato rilasciato su carta da bollo da lire 24 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

Art. 6.

Gli aspiranti ex combattenti, oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare, con l'annotazione delle eventuali benemerenze di guerra, dovranno produrre la dichiarazione integrativa, rilasciata dalle competenti autorità militari, sui servizi resi in zona di operazione. Analogo documento dovranno presentare i militarizzati ed assimilati che presero parte ad operazioni di guerra.

Gli aspiranti mutilati od invalidi di guerra o della lotta di liberazione dovranno presentare il decreto di concessione della relativa pensione o il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra del Ministero del tesoro, oppure una dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, vidimata dalla sede centrale dell'Opera suddetta, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini dell'iscrizione nei ruoli provinciali di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 1312.

I reduci dalla prigionia dovranno produrre una dichiarazione della competente autorità militare comprovante tale loro qualità.

I partigiani combattenti dovranno presentare il provvedimento adottato dall'apposita Commissione, contenente il formale riconoscimento definitivo della qualifica. Qualora non sia ancora avvenuto il riconoscimento della qualifica, gli aspiranti possono provvisoriamente documentarla esibendo una attestazione dell'Associazione nazionale dei partigiani di Italia. In tal caso, sussistendo tutte le altre condizioni, essi potranno essere ammessi al concorso con riserva.

Gli insigniti di medaglia al valor militare, di croce di guerra e di altre attestazioni al merito di guerra, dovranno produrre i relativi brevetti in originale od in copia autentica notarile.

I civili reduci dalla deportazione o dall'internamento dovranno presentare una attestazione del prefetto della provincia in cui l'aspirante risiede, compilata ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

Gli orfani dei caduti in guerra o nella lotta di liberazione dovranno presentare un certificato, rilasciato su carta da bollo da lire 24 dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per gli orfani di guerra e legalizzato dal prefetto, che comprovi tale loro qualità.

I figli dei mutilati od invalidi di guerra o della lotta di liberazione dovranno presentare il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra al nome del padre dell'aspirante, oppure un certificato, rilasciato su carta da bollo da lire 24, dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto, che comprovi tale loro qualità in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile e sulla conforme dichiarazione di tre testimoni.

Art. 7.

L'ammissione al concorso è riservata al giudizio insindacabile del Ministro.

Nel conferimento dei posti messi a concorso saranno osservate le norme del decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive modificazioni. A parità di requisiti sarà data la precedenza al più anziano di età.

I concorrenti che saranno riconosciuti idonei conseguiranno la nomina ad inserviente in prova, entro il limite dei posti da assegnare. Coloro che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 2 del decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, conseguiranno subito la nomina ad inserviente di ruolo, con riserva di anzianità.

I posti spettanti a coloro che dichiareranno di rinunciare alla nomina o non si presenteranno ad assumere servizio nel termine di legge, saranno attribuiti ai candidati dichiarati idonei nell'ordine di classificazione in graduatoria.

Dopo un periodo di esperimento non inferiore a sei mesi, gli inservienti in prova che, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado di inserviente di ruolo del personale subalterno. Coloro che, allo scadere del periodo di esperimento, non fossero invece, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ritenuti meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare l'esperimento di altri sei mesi.

Art. 8.

A coloro che conseguano la nomina ad inserviente in prova compete il rimborso della spesa personale di viaggio, in terza classe, per raggiungere la residenza di Roma, nonchè l'assegno mensile e l'indennità di carovita spettanti in base alle vigenti disposizioni.

Art. 9.

Salvo il disposto di cui al quarto comma dell'articolo 7, i concorrenti che conseguano l'idoneità ed eccedano il numero dei posti messi a concorso, non acquistano alcun diritto a coprire quelli che si facciano successivamente vacanti.

Art. 10.

Per ciò che non è contemplato nel presente decreto, sono applicabili le norme vigenti per l'ammissione agli impieghi civili dello Stato.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 febbraio 1948

Il Ministro: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 marzo 1948.
Registro Giustizia n. 4, foglio n. 123. — OLIVA

(1153)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato G. C.